

Reflets

Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire



À l'aide des femmes francophones qui luttent contre les agressions à caractère sexuel

Gaëtane Pharand

Volume 2, Number 1, Spring 1996

Contre la violence subie par les femmes et les enfants en milieu familial

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/026108ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/026108ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire

ISSN

1203-4576 (print)

1712-8498 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pharand, G. (1996). À l'aide des femmes francophones qui luttent contre les agressions à caractère sexuel. *Reflets*, 2(1), 109–115.
<https://doi.org/10.7202/026108ar>

Tous droits réservés © Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À l'aide des femmes francophones qui luttent contre les agressions à caractère sexuel

Gaëtane Pharand

Agente de coordination Centre Victoria pour femmes, Sudbury

Historique

En 1992, dans le cadre de l'implantation de la loi 8 sur les services en français, le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels commandait une étude sur les besoins des femmes francophones victimes d'agressions à caractère sexuel dans la région de Sudbury. Cette étude, effectuée par le *Sexual Assault Crisis Centre* de Sudbury, montre que les services en français sont quasi inexistantes. Les participantes à l'étude soulignent, entre autres, l'urgence de la mise sur pied d'une ligne de crise pour répondre aux besoins des femmes francophones. Invité à prendre connaissance des résultats de cette recherche, un groupe de femmes francophones intervenant dans le dossier de la violence faite aux femmes, se réunissait pour établir la base de ce qui est devenu aujourd'hui le Centre Victoria.

Mandat

La mission première du Centre Victoria est d'offrir des services en français pour les femmes âgées de 16 ans et plus dans la région

de Sudbury et qui ont subi une ou plusieurs formes d'agressions à caractère sexuel (viol, inceste, attouchements, harcèlement sexuel). Dès ses débuts, les membres et les bénévoles du Centre Victoria ont insisté sur le besoin de créer non pas une agence de «counselling» mais plutôt un lieu sécuritaire et chaleureux, où il est possible d'obtenir du soutien, et où les rapports inégaux de pouvoir entre les personnes ne doivent pas exister. Il s'agit davantage d'accompagner les femmes dans leur cheminement personnel de victime, de survivante à vivante. De plus, les femmes qui utilisent les services ne sont pas des clientes, mais des participantes au processus de cheminement axé sur leurs besoins, expériences et réalités. C'est donc dans cette optique, et à la demande des femmes, que le Centre Victoria a établi la ligne de crise.

Le 8 mars 1995, lors de la Journée internationale des femmes, le Centre Victoria inaugurerait son service. La ligne de crise a été mise en opération. Pendant les trois premiers mois, elle n'a opéré que 13,5 heures par jour. À la mi-juin, ce service passait à 24 heures, 7 jours par semaine. Le délai avant de passer à un plein service a permis au Centre Victoria de s'ajuster à la réalité d'un service très exigeant au niveau de la formation et de l'encadrement technique et psychologique, tout en tenant compte des engagements professionnels et personnels de ses bénévoles.

Le Centre Victoria a également été mandaté pour faire des interventions communautaires de sensibilisation, d'éducation et de prévention. Il offre aussi des services d'accompagnement individuel (à la police, au tribunal, à l'hôpital, etc.), de soutien individuel et de groupe, d'aiguillage aux ressources et aux divers services disponibles dans la communauté, et de défense des droits.

Marrainage et partenariats

Dans sa recherche d'une identité, et pour refléter le vécu et la réalité des femmes agressées sexuellement, les membres ont choisi

de donner au centre le nom d'une survivante. Notre marraine est Victoria Monkman, activiste féministe dans le domaine de la violence faite aux femmes. Elle a oeuvré à Timmins dans le nord de l'Ontario, dans un centre semblable. Elle a fait des études en sciences politiques, histoire, pédagogie et études de la femme. Victoria Monkman incarne notre philosophie et notre orientation, car elle représente le cheminement positif de victime à survivante. C'est une *VIVANTE* parmi beaucoup d'autres, et elle demeure une source d'inspiration pour les travailleuses et bénévoles du Centre Victoria.

Pour permettre le ressourcement, le réseautage et le soutien mutuel, le Centre Victoria s'est associé à des organismes qui partagent ses préoccupations. Depuis février 1995, trois organismes se sont regroupés pour partager bureaux, équipements, projets et activités, et pour consolider certains services. Ces organismes sont le Centre Victoria, la Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario (FFCF de l'Ontario) et le Collectif des femmes francophones du Nord-Est ontarien. D'ores et déjà, grâce à cette association, nous avons créé quelques emplois, un centre de ressources et un lieu de rencontre pour les femmes francophones. Grâce à la mise en commun des ressources, nous possédons plus de 2 000 titres (vidéos, ateliers, articles, etc.) sur des questions touchant la réalité des femmes (économie, santé, sexualité, abus, etc.). Ces ressources sont à la disposition de la communauté.

En vue de représenter et défendre les droits des femmes francophones nord-ontariennes, le Centre Victoria est aussi membre de deux groupes provinciaux : l'*Action ontarienne contre la violence faite aux femmes* et la *Table féministe francophone de concertation provinciale*.

Réalités et obstacles

En Ontario français, il n'existait pas de services d'urgence pour répondre aux besoins des femmes victimes d'agressions à caractère sexuel. On ne trouvait pas non plus d'outils de formation,

ni de ressources en français adaptés aux besoins des femmes francophones. À ces lacunes flagrantes, comblées par le Centre Victoria, s'est ajoutée l'obligation, imposée par le financement provincial, d'offrir des services assurés surtout par des bénévoles. C'est donc dire qu'il n'est pas suffisant d'avoir à composer avec nos réalités en tant que femmes et francophones, il faut, de plus, donner gratuitement temps et énergie à toute une panoplie d'activités. Des tâches comme le recrutement, la formation, l'encadrement et la reconnaissance des bénévoles, l'offre des services directs, la promotion, la prévention et la sensibilisation, la recherche de financement et la gestion ne peuvent être accomplies seulement par deux intervenantes. Les bénévoles jouent ainsi un rôle indispensable en acceptant certaines de ces responsabilités, afin d'assurer la croissance et la viabilité du centre. Le Centre Victoria est toutefois privilégié parce qu'il bénéficie d'un noyau solide de femmes de la communauté. Celles-ci sont dévouées, et surtout convaincues de la nécessité des services communautaires en français pour victimes d'agressions à caractère sexuel.

Grâce au travail bénévole des femmes, il existe en Ontario, à la fin de 1995, trois centres francophones de lutte contre les agressions à caractère sexuel (Ottawa, Sudbury, Toronto), et des services en français offerts par des agences bilingues dans onze (11) localités (Barrie, Chatham-Kent, Hamilton, Sarnia, Windsor, Cornwall, North Bay, Niagara, Timmins, Pembroke-Renfrew, Sault-Ste-Marie). Seule la communauté francophone du Nord-ouest demeure sans service d'urgence pour les francophones victimes d'agressions à caractère sexuel.

Les services d'aide et de lutte aux agressions à caractère sexuel qui existent sont subventionnés par le ministère provincial du Solliciteur général et des Services correctionnels. Les subventions sont accordées en fonction de la population francophone de chacune des localités. Au recensement de 1991, la municipalité régionale de Sudbury comptait une population totale de 160 200 habitants, dont 43 310 francophones. Près de 30 610 personnes disent parler le français à la maison et 60 055 personnes connaissent les deux langues officielles. La population francophone donne donc droit à un financement annuel maximum de 120 000 \$.

Pour son année financière d'octobre 1995 à septembre 1996, le Centre Victoria s'attendait à recevoir ce maximum. Cependant, en raison de coupures budgétaires, tous les centres ont subi à l'automne 1995, une coupure de 4,8 %, rétroactive au premier avril 1995. À la rédaction de cet article, les centres et services en français ont reçu suffisamment de fonds pour opérer jusqu'à la fin mars 1996. L'intention du nouveau gouvernement Harris, face aux services aux victimes, déterminera la place qui sera accordée aux besoins des femmes francophones. Le financement précaire mis à part, il n'en reste pas moins que l'un des plus grands défis des services en français pour femmes francophones demeure celui d'amener les femmes à rompre le silence sur les agressions sexuelles qu'elles ont vécues. Celui-ci s'est fait complice de leur honte, culpabilité, insécurité et peurs. Pour l'instant, malgré les difficultés évidentes d'un personnel restreint et de la précarité du travail de bénévolat, le Centre Victoria continue à gérer son travail de façon indépendante en français.

Réalisations

Le Centre Victoria n'existe officiellement que depuis un an. Sans compter toutes les heures de travail effectuées afin de mettre sur pied le centre (pendant près de 2 ans), du 8 mars au 30 septembre 1995, nous pouvons parler des réalisations suivantes :

- les membres et les bénévoles ont consacré plus de 600 heures à la formation;
- nous comptons 2 478 heures de bénévolat pour répondre aux besoins de la ligne de crise, et aux rencontres et activités du centre;
- nous avons répondu à 61 appels de crise d'une durée variée, et offert des services directs à de nombreuses femmes (consultations d'urgence, consultations individuelles, appels directs et autres interventions de soutien);

- nous avons participé à 56 activités de sensibilisation ou de formation du public pour une assistance totale de 897 personnes;
- nous avons reçu et dirigé 34 appels d'information et d'assistance pratique (aiguillage aux ressources communautaires) et finalement,
- nous avons participé à 9 rencontres de développement communautaire (comités locaux et collaboration entre organismes).

Pour protéger la santé des bénévoles et du personnel, et pour éviter de créer des attentes irréalisables auprès de notre population cible, le Centre Victoria a choisi, pour sa première année d'opération, de concentrer ses énergies sur son service de ligne de crise. Grâce à d'autres programmes de subventions, le Centre Victoria compte toutefois réussir à combler certains besoins pressants. D'ici avril 1996, nous serons en possession d'une trousse de formation des bénévoles, composée d'une quinzaine de fiches thématiques permettant d'offrir près de 50 heures de formation. Un projet de formation d'animatrices pour la constitution de groupes de soutien comblera aussi un autre besoin. Par ailleurs, nos plans à long terme visent la consolidation de nos effectifs de bénévolat et de personnel, la promotion des services et la poursuite des partenariats avec d'autres agences ou organismes communautaires.

Conclusion

Avec l'ouverture du Centre Victoria, les femmes francophones de la région de Sudbury ont un service qui répond à leurs besoins. Mais, «mettre fin à la violence faite aux filles et aux femmes suppose un changement radical des méthodes de distribution du pouvoir et des avoirs dans notre société. Le premier de ces changements repose sur la multiplication des choix qui seront offerts et accessibles à toutes les femmes de nos communautés francophones.»¹ Il s'agit là de la raison d'être du Centre Victoria pour

les femmes francophones qui luttent contre les agressions à caractère sexuel (Sudbury). Elles sont inscrites dans ce mouvement de changement.